

Kenya/Présidentielle

La victoire attendue de Kenyatta fragilisée par la faible participation

AFP
Nairobi/Kenya

Seul un tiers des électeurs s'est déplacé jeudi. Le scrutin qui devait se tenir dans quatre comtés de l'ouest ce samedi a été reporté sine die.

LE Kenya paraissait toujours plus divisé après une présidentielle boycottée par l'opposition, endeuillée par la mort de plusieurs de ses partisans jeudi et hier, et dont la faible participation questionne d'ores et déjà la légitimité du président Uhuru Kenyatta.

Les opérations de compilation des résultats se poursuivaient, et hier la Commission électorale (IEBC) avait reçu les résultats de plus de 36 000 des 40 883 bureaux de vote du pays, a annoncé sur son compte Twitter son chef Wafula Chebukati.

"Restons patients et calmes" dans l'attente des résultats, a-t-il exhorté hier lors d'un point de presse, se disant "conscient" que les Kényans "veulent maintenant reprendre une vie normale".

Le résultat ne fait aucun doute : le sortant Kenyatta – de l'ethnie majoritaire kikuyu – est assuré de l'emporter, son rival historique, l'opposant Raila Odinga (un Luo), ayant décidé de ne pas participer à ce qu'il a qualifié de "mascarade" électorale.



Photo : AFP

Pas de doute : le président sortant Uhuru Kenyatta (ici en meeting à Nairobi le 23 octobre) devrait largement l'emporter. Mais la faible participation questionne d'ores et déjà sa légitimité.

Le taux de participation est estimé à moins de 35% des 19,6 millions d'électeurs sur plus de 90% des circonscriptions dépouillées, a précisé M. Chebukati. Au vu de ce chiffre – à l'opposé du plébiscite souhaité par Uhuru Kenyatta – nombre d'observateurs questionnent déjà sa légitimité. Si confirmé, ce taux serait, de loin, le plus bas depuis les premières élections multipartites dans le pays en 1992.

Outre le boycott de l'opposition et les menaces contre les électeurs de M. Kenyatta dans les bastions de M. Odinga, nombre de partisans traditionnels du président sortant ne se sont-ils pas déplacés.

Un manque d'engouement qu'expliquent très probablement une lassitude de plus en plus prégnante face

aux turpitudes de l'élite politique et un ras-le-bol de la gestion de la crise électorale qui affecte durement l'économie.

"A l'issue de cette élection, le pays est plus fracturé et instable que jamais", dénonce le quotidien The Nation dans son éditorial. MM. Kenyatta et Odinga "doivent comprendre (...) que leurs positions antagonistes ne sont plus tenables", juge-t-il.

NOUVEAUX HEURTS. Malgré les appels à la retenue des deux camps, des affrontements violents avec la police ont eu lieu jeudi dans de nombreux bastions de l'opposition, où les frustrations et le sentiment de marginalisation ont été exacerbés depuis des années. Le Kenya a connu depuis l'indépendance (1963) trois présidents sur quatre issus de

l'ethnie kikuyu, qui domine également l'économie du pays.

Depuis deux jours, au moins six personnes ont été tuées par balle et des dizaines blessées dans des bidonvilles de Nairobi et l'ouest du pays.

Au moins 46 personnes ont été tuées depuis le 8 août, la plupart dans la répression brutale des manifestations par la police. Ces heurts ravivent les terribles souvenirs de la présidentielle de fin 2007 qui avait débouché sur les pires violences politico-ethniques depuis l'indépendance et fait au moins 1 100 morts.

Dans quatre des 47 comtés du pays (Homa Bay, Kisumu, Migori et Siaya), majoritairement peuplés par l'ethnie Luo, la présidentielle, annoncée pour ce samedi, a été reportée sine

die. **"UN KENYA AUX DEUX VISAGES"** Pays dynamique et première économie commerciale en Afrique de l'Est, le Kenya est plongé dans sa pire crise politique en 10 ans, depuis que la justice a annulé la présidentielle du 8 août, qui avait vu la réélection de M. Kenyatta, avec un taux de participation de 79,5%.

La Cour suprême avait justifié cette décision par des irrégularités dans la transmission des résultats, faisant peser la responsabilité de ce scrutin "ni transparent, ni vérifiable" sur la Commission. M. Odinga, 72 ans et trois fois candidat malheureux à la présidence (1997, 2007, 2013), a fait pression pour obtenir une réforme de cette Commission mais l'opposition a jugé insuffisants les changements récemment mis en œuvre.

Le président de l'IEBC avait lui-même émis des doutes sur la capacité de la Commission à garantir un scrutin crédible, confortant la décision de M. Odinga de boycotter l'élection. Le journal The Standard synthétisait bien hier l'image d'un pays éprouvé, titrant à la Une : "Un Kenya, deux visages" en publiant deux photos prises jeudi : des électeurs faisant la queue pour voter d'un côté, et une manifestation réprimée par la police de l'autre.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice.** Prison pour deux fermiers coupables d'avoir enfermé un Noir dans un cercueil



Photo : AFP

La justice sud-africaine a condamné hier à 16 ans de réclusion, dont cinq avec sursis, et à 19 ans, dont cinq avec sursis deux fermiers blancs pour avoir tenté d'enfermer un Noir dans un cercueil et l'avoir menacé de mort, une affaire qui illustre la persistance des tensions raciales vingt-trois ans après la fin de l'apartheid.

• **Guinée Equatoriale-France/Justice.** "BMA" : trois ans avec sursis pour Teodorin Obiang

Trois ans de prison avec sursis pour s'être frauduleusement bâti en France un patrimoine considérable : la justice française a rendu hier un premier jugement très attendu dans l'affaire des "biens mal acquis", à l'encontre du vice-président de Guinée équatoriale, Teodorin Obiang.

• **RDC/Diplomatie.** L'ambassadrice américaine à l'Onu exige des élections en 2018

L'ambassadrice américaine aux Nations unies, Nikki Haley, en visite en République démocratique du Congo, a appelé hier à Kinshasa à l'organisation des élections en 2018, alors que la Commission électorale table sur 2019 dans un pays en crise.

A travers le monde

• **France/Politique.**

Guyane : affrontements au premier jour de la visite du président Macron

Plusieurs heures d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ont éclaté en Guyane au premier jour de la visite du président Emmanuel Macron dans ce territoire français en Amérique du sud, secoué il y a six mois par un mouvement social de grande ampleur.

• **Proche-Orient/Attentat.** Un chef du Hamas blessé dans l'explosion d'une bombe

Le chef des forces de sécurité du Hamas à Gaza, Tawfiq Abou Naim, a été blessé hier dans un attentat à la bombe, au moment où les groupes palestiniens mènent une délicate réconciliation qui doit encore régler l'épineuse question du contrôle de la sécurité.

• **Syrie/Conflit.** Gaz sarin : l'Onu incrimine Damas

L'Onu a accusé clairement le régime de Damas d'être responsable d'une attaque au gaz sarin qui a tué plus de 80 personnes en Syrie en avril, dans un rapport dénoncé hier par Moscou, allié de longue date du président syrien Bachar al-Assad.

Espagne/Politique

Le parlement de Catalogne proclame l'indépendance...

AFP
Barcelone/Espagne

LE parlement de Catalogne a adopté hier une résolution déclarant que la région devient un "Etat indépendant prenant la forme d'une République", avant d'entonner l'hymne indépendantiste, en l'absence de l'opposition.

"Nous constituons la République catalane, comme Etat indépendant et souverain, de droit, démocratique et social", lit-on dans le

préambule de cette résolution, approuvée par 70 députés sur un total de 135 à l'issue d'un vote à bulletins secrets.

Ont été comptabilisés 70 "oui", 10 "non" et deux abstentions.

Auparavant, une majorité des députés de l'opposition avait quitté l'hémicycle en signe de protestation.

Dans ses attendus, la résolution demande à l'exécutif catalan de négocier sa reconnaissance à l'étranger, alors qu'aucun Etat n'a manifesté son soutien aux in-



Photo : AFP

Le Parlement catalan a donc sauté le pas en adoptant hier la résolution déclarant l'indépendance de la région.

dépendantistes. Cette proclamation solen-

nelle est entrée en vigueur dès hier, après avoir déjà

été signée (mais pas votée) par les députés indépendantistes le 10 octobre.

Elle avait alors été invalidée par le Tribunal constitutionnel, tout comme le référendum organisé par le gouvernement catalan le 1er octobre et toutes les mesures complémentaires. La dernière tentative de la Catalogne pour déclarer son indépendance remonte à 1934, lorsque le président de l'époque Lluís Companys avait proclamé une "République catalane" au sein d'une "République fédérale espagnole".

...et le Sénat autorise la mise sous tutelle de la Catalogne

AFP
Madrid/Espagne

LE Sénat espagnol a autorisé hier le gouvernement de Mariano Rajoy à prendre des mesures de mise

sous tutelle de la Catalogne, qui comprennent notamment la destitution de ses dirigeants indépendantistes.

La proposition du gouvernement, basée sur l'article 155 de la Constitution, a été approuvée par 214 voix pour, 47 contre et une

abstention, et sera notamment transmise au gouvernement central et à l'exécutif catalan, a déclaré le président du Sénat, Pio Garcia-Escudero.

Quelques minutes auparavant le parlement de Catalogne a adopté une résolution déclarant que la

région devient un "Etat indépendant prenant la forme d'une République". (Lire ci-dessus)

• **Les médias catalans échappent à la tutelle de Madrid.** La mise sous tutelle des médias publics catalans (TV3, Catalunya

Radio et l'Agence catalane d'information ; 2 300 employés) et le contrôle a priori des mesures prises par le Parlement régional que réclamait le gouvernement conservateur espagnol n'ont pas été autorisés hier par les sénateurs.